



SECTION
DE LA
HAUTE-MARNE



L'INFO52

Bulletin d'information de la section locale F.O.-DGFIP

FACE AU DÉMANTÈLEMENT DE LA DGFIP RETROUVONS LA FORCE DU COLLECTIF !

La première vague du NRP amorcée en novembre 2020 lors du second confinement a engendré en 2021 d'importants transferts d'emplois des services fiscaux ainsi que la fermeture de plusieurs trésoreries.

Un an plus tard, le même scénario est en cours pour 2022 pour le reste du département confirmant l'ultime vague dévastatrice et destructrice de notre réseau.

Ce grand chamboule-tout consistant à jouer au mécano avec les services et à prendre les agents pour des pions, intervient, rappelons-le, dans un contexte où les services ont été depuis trop longtemps affaiblis par des années de coupes franches dans leurs effectifs ; cet effet conjugué produit aujourd'hui des conséquences délétères sur l'organisation des services et les conditions de travail des agents.

Dans le même temps, la réduction de l'offre d'accueil s'est accélérée à l'aune du NRP et de la crise sanitaire, la technostructure considérant que les services en ligne sont de nature à répondre aux besoins des usagers, alors qu'en réalité les files d'attentes s'accumulent auprès des guichets physiques encore ouverts, générant une image déplorable de nos services.

Pour toute réponse, la Direction Générale réduit encore les horaires d'ouverture au public et notre direction décide d'ouvrir durant la pause méridienne et ose nous répondre que cela répondrait à la demande de service rendu aux usagers.

Tous les services départementaux sont à la peine, le SGC de Langres nouvellement créé ne parvient pas à sortir la tête de l'eau. Comment en effet s'adapter à des regroupements menés à la hussarde qui bouleversent les organisations déjà existantes avec des effectifs sous calibrés au regard des charges de travail ?

Pourtant à marche forcée, les SGC de Chaumont et St Dizier vont être créés alors même que l'exemple de Langres démontre que celui-ci fonctionne au détriment des conditions de travail et de la santé des agents et du service public.

Les SIP exsangues ont vécu une campagne déclarative 2021 très difficile et interminable où les agents ont dû soutenir des services censés les renforcer, eux-mêmes à la peine par manque d'effectifs et de formation et doivent subir la création du SIP départemental au 1er janvier 2022.

La création du SIE départemental au 1^{er} janvier 2021, sur fonds de gestion du fonds de solidarité durant la crise sanitaire, démontre également qu'il ne faut pas confondre vitesse et précipitation car force est de constater que la conjugaison des méthodes de travail différentes liée à un sous-effectif latent provoque un mal être des agents.

Et que dire des services du contrôle fiscal, pourtant si utiles et souvent vitrine de la Direction Générale quand il s'agit de communiquer à destination de la presse, celle-ci n'ayant pour objectif

que de les vider de leurs missions, en industrialisant les tâches pour accélérer les suppressions d'emplois...

Concernant la sphère foncière, depuis des années, nous avons alerté sur les conséquences des restructurations /fusions ayant impacté les SPF et les services de l'enregistrement. Aujourd'hui, on peut en mesurer clairement l'impact car le SPF-E subit de plein fouet les suppressions d'emplois mettant le service en grande difficulté technique mais aussi humaine.

Le service du SDIF départemental créé au 1^{er} janvier 2021, avec l'ancienne équipe du CDIF et des collègues des SIP, ventilés façon puzzle, a été sous dimensionné également. Ce service est actuellement ingérable et l'on peut même dire que désormais il est complètement coulé...

Et l'Équipe De Renfort dans tout cela, réduite à sa plus simple expression, elle tente vainement de répondre aux demandes croissantes en matière de soutien dans le cadre du Nouveau Réseau de Proximité.

Les services de Direction sont évidemment impactés par le NRP, subissant de plein fouet l'impréparation de cette réforme les poussant à tout faire en dernière minute sur fond de sous-effectif également, privilégiant l'urgence en oubliant l'humain !

Le retard accumulé sur ces services est aujourd'hui considérable et détériore gravement la qualité de service public proposé aux usagers. Quant aux agents, même les plus expérimentés se retrouvent complètement désemparés et se sentent abandonnés par la direction, ne sachant plus comment ils vont pouvoir sortir d'une telle impasse !!

Pour **F.O.-DGFIP**, il est inadmissible d'en arriver à une telle souffrance au travail ! Quant aux pseudos plans d'actions censés améliorer les conditions de travail, ils ne sont finalement que des pis aller pour dédouaner l'administration de ses responsabilités !

Pour **F.O.-DGFIP**, les explications de la Direction consistant à imputer les difficultés actuelles sur le contexte conjoncturel de la crise sanitaire et le déficit de formation occultent l'impact lié aux restructurations causant aujourd'hui tant de problèmes à tous nos collègues.

F.O.- DGFIP dénonce les effets délétères des restructurations et des suppressions d'emplois qui mènent notre administration à sa perte pour conduire in fine à l'externalisation de ses missions...

F.O.-DGFIP exige l'arrêt du NRP, des restructurations et des suppressions d'emplois et la création des postes statutaires nécessaires à l'exercice des missions !

Pour F.O.-DGFIP cela passe par la force du collectif et la mobilisation de tous les personnels, et ce, dans l'unité d'action syndicale !

